

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE :

BUREAU

DU JOURNAL ;

Rue Perez Castellanos n. 162.

HONNEUR ET PATRIE

PRIX

DE L'ABONNEMENT

2 PATACONS par mois.

Le PATRIOTE paraît trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. On souscrit au bureau du PATRIOTE, où on adresse les lettres et avis à M. J. H. REYNAUD, propriétaire gérant.

EUROPE.

FRANCE:

ASSEMBLÉE NATIONALE LEGISLATIVE.

PRÉSIDENT DE M. DUPIN AÎNÉ.

SEANCE DU 28 DECEMBRE.

Ouverture de la discussion sur le projet de loi relatif à un crédit extraordinaire pour le subsidé de Montevideo.

(SUITE.)

M. Jules de Lasteyrie.—Devez-vous ou non accepter le traité de l'amiral Le Prédour ? La commission ni le Gouvernement ne le pensent point. Aussi la question qui se pose devant vous est celle de savoir si, dans les circonstances générales actuelles, pour un intérêt contestable, vous devez envoyer cinq ou six mille hommes dépenser 20 ou 25 millions, et continuer les dépenses d'hommes et d'argent pendant un temps illimité. Il s'agit, en un mot, de savoir si nous devons disperser en ce moment nos forces et dissiper nos finances. (Bruit à gauche.)

Je demande à tous de ne point faire une question de parti de cette question rendue si difficile par la contradiction de nos agens et les fautes commises par notre Gouvernement. En effet, les agens que nous avons envoyés à Monte Video devenaient Montevidiens, et ceux qui allaient à Buenos Ayres devenaient Buénosayriens; et le Gouvernement commettait fautes sur fautes. Je demande donc à l'Assemblée du calme et de la tranquillité.

L'orateur arrive à déclarer que ce qu'il s'agit surtout d'examiner, c'est de voir si une solution pacifique ne vaut pas, dans tous les cas, beaucoup mieux dans l'intérêt de notre commerce.

Dans cette affaire de la Plata, comme dans toutes les affaires de cette nature, mais surtout dans celle-là, il importe de prendre une décision. La situation présente est contraire, à la fois, à notre intérêt commercial et à l'humanité. Tel est l'avis de notre commission, et elle demande au Gouvernement d'entrer dans la sphère de l'action; mais elle ne dit pas comment il suivra une voie qui n'est pas tracée.

Je comprends que l'opposition fasse de la critique, qu'une commission même reste dans l'incertitude, mais l'Assemblée ne peut se tenir ainsi dans le vague, et ne s'en tenir qu'à des hypothèses. La Constitution donne à l'Assemblée le droit de paix et de guerre; il faut que la question soit posée nettement. Il ne faut pas surtout laisser supposer au gouvernement de Rosas qu'une première expédition ne sera pas suivie de beaucoup d'autres qui ront, s'il le faut, jusqu'à la destruction de Buenos Ayres. Je pose donc moi-même nettement la question pour bien faire entendre la résolution sérieuse de la France, et en même temps pour que la France voit où elle s'engage, aujourd'hui.

Envoyer, comme le demande la commission, un seul bataillon, afin de traiter appuyé sur des forces, c'est se faire illusion. Vous dites vous-mêmes que Rosas ne veut pas traiter, et d'ailleurs que demanderons nous ? La navigation libre du fleuve ? On la refusera par cette raison même que la France n'a pas toujours fait cette demande. Le règlement de la présidence d'Oribe ? Il n'en a pas été non plus jamais question d'une manière explicite. Il faudra toujours arriver à une expédition plus considérable. Nous sommes inondés de brochures venues des intéressés; d'un côté, on nous prie d'envoyer des forces pour traiter, et l'on ne saurait traiter; d'un autre, on nous dit : Secourez-nous efficacement ou laissez nous mourir ! En effet, il vaut mieux dire franchement le dernier mot dans l'intérêt même de l'humanité.

C'est vainement, en effet, qu'on ne voudrait envoyer qu'une petite expédition; on ne réussirait qu'à compromettre dans ces parages lointains l'influence française qui n'y a déjà reçu que des atteintes trop rudes par les premières fautes de notre gouvernement. On dit qu'il a suffi de peu d'hommes pour enlever des redoutes défendues par

les Argentins; cela est possible, car les troupes aguerries de l'Europe peuvent facilement venir à bout d'une défense de barbares derrière des murailles.

Mais en sera-t-il de même dans des combats incessans, dans des campagnes immenses et inconnues; on vous harcèlera à chaque instant, on vous décimera en détail. Voilà ce qui arrivera, et si vous n'envoyez qu'une petite expédition, les barbares se réuniront à un moment donné, et il vous arrivera ce qui vous est arrivé à Zatcha où, pour n'avoir voulu d'abord envoyer que 400 hommes, nous avons dû successivement faire avancer 8,000 hommes. Nous avons vu tomber près de 1,000 soldats et l'Algérie un instant compromise.

Je ne veux rien dire contre notre brave armée; je ne fais seulement que constater une vérité: c'est que si l'on ne porte pas d'abord des forces suffisantes dans une affaire, on compromet sinon le succès définitif, du moins la prompte réussite des choses.

L'orateur cite quelques hommes qui se sont expliqués sur le nombre des hommes à employer dans cette expédition: tous sont d'accord sur la nécessité d'envoyer au moins 6,000 hommes. M. l'amiral Le Prédour porte même ce nombre à 8,000 hommes contre Oribe, et au moins 12,000 dans la Bande orientale.

La dernière dépêche, en date du 21 juillet, porte que la paix provenant des négociations serait la seule chose désirable. Qu'on agisse à main armée si l'on veut faire de la Bande orientale une autre Algérie, sinon, Messieurs, contentons nous d'agir à l'amiable.

M. de Lasteyrie énumère les dépenses qu'une entreprise de cette nature entraînerait, et le moment est-il venu dit-il, où nous puissions sans inconvénient surcharger le Trésor d'un nouveau bordereau de 15 à 20 millions ?

Mais, ajoute l'orateur, les partisans de l'expédition disent qu'on attaquerait pas Buenos Ayres, qu'on irait au secours de Monte Video; l'expédition est bonne comme une solution de tribune, mais ce n'est pas la délivrance de Monte-Video: la délivrance de Monte-Video n'est que dans la ruine de Rosas; si vous laissez Rosas sur pied, vous éternisez cet ennemi, et par conséquent vos dépenses.

On dit que la question est populaire: on en disait autant de l'expédition de Tahiti; on y a dépensé 33 millions, car les petites choses sont les gros millions. L'Algérie aussi a été populaire: elle coûte 112 millions par an. Les travaux publics sont populaires aussi: ils ont fait doubler le budget. Ces popularités, on le voit, coûtent cher.

Qu'on accepte l'expédition, et vous verrez dans quelques années le résultat de cette tentative quand elle se traduira en chiffres devant la commission du budget.

M. le Président. La parole est à M. Collas.

M. Collas.—Messieurs, l'honorable amiral Lainé vous a dit les motifs puissants qui s'opposent à la ratification du traité conclu par M. l'amiral Le Prédour. Les paroles de notre honorable collègue, qui a commandé longtemps les forces françaises dans la Plata, ont une importance trop grande pour me permettre de venir après lui répéter des arguments qui, dans ma bouche, n'auraient pas la même autorité. D'ailleurs le Gouvernement et la commission semblent vous proposer ensemble le rejet de ce traité; je me placerai donc à un autre point de vue. J'essayerai de suivre l'honorable M. de Lasteyrie sur le terrain où il s'est placé, et de combattre ses principaux arguments. Je prie l'Assemblée de vouloir bien m'accorder pendant quelques instants un peu de la bienveillante attention qu'elle m'a accordée dans une autre circonstance dont je ne perdrai jamais le souvenir.

Tout semble avoir été dit dans cette question de la Plata, dont s'occupent depuis longtemps nos assemblées parlementaires; il est cependant un point de vue qui n'a jamais, je crois été suffisamment indiqué, et dont parlait M. de Lasteyrie.

Je vais l'examiner. Ce n'est pas un motif de jalousie excitée par la prospérité commerciale de Montevideo qui a porté Rosas à entreprendre une guerre dont la conséquence apparente est le rétablissement d'Oribe à la présidence. Il y a un but caché, la réalisation d'une pensée politique que Rosas poursuit avec son habileté et sa ténacité naturelles.

Oribe a été le prétexte dans le principe, il est aujourd'hui l'instrument docile.

Dans l'Amérique du sud, deux partis sont en présence ces partis luttèrent autrefois dans Buenos Ayres elle-même; l'un, comprimé par la main du vainqueur, s'est relevé puissant à Montevideo; c'est ce parti que Rosas combat sans relâche.

Je vais m'expliquer en très-peu de mots; Les premières années qui ont suivi l'indépendance des provinces qui constituaient autrefois la vice-royauté de Buenos Ayres ont été marquées par des guerres civiles; au milieu de ces luttes, un homme formé à l'école européenne, admirateur sincère des idées libérales qui grandissaient en Europe et dans l'Amérique du nord, sut s'élever au-dessus de ses concitoyens; cet homme était Rivadavia. Appelé à la tête de l'administration de Buenos Ayres, il donna à son pays toutes les libertés, et convia les Européens à concourir avec lui, par leur science et leur industrie, à l'œuvre de civilisation qu'il avait entreprise.

Rivadavia fut élevé à la présidence. Sur la demande du congrès, il donna une constitution par laquelle les gouvernements des provinces disparaissaient en partie pour faire place à un gouvernement d'unité. Alors naquirent sur les bords de la Plata ces désignations d'unitaires et de fédéraux que nous retrouvons aujourd'hui écrites en lettres de sang.

Les chefs de l'intérieur, hommes à demi sauvages, refusèrent d'accepter la constitution. Rivadavia abdiqua le pouvoir. Le parti qu'il représentait, celui que l'on a appelé unitaire, n'était donc, vous le voyez, messieurs, que le parti de la civilisation et du progrès.

Ce parti tomba. Il fut remplacé au pouvoir par le parti inintelligent des habitants des pampas. Plus tard, sous la main puissante de Rosas, les unitaires ont complètement disparu de Buenos Ayres, et lorsque l'émigration européenne a fait renaître leurs idées généreuses dans les murs de Montevideo, le dictateur a entrepris la guerre pour continuer son œuvre.

Rosas, représentant l'élément gaucho, gaucho lui-même pouvait-il voir sans un profond sentiment d'inquiétude pour la politique qu'il a constamment suivie, les populations laborieuses et paisibles que le pays basque déversait continuellement sur le territoire de l'Uruguay, populations dont les mœurs douces émoussaient la brusque sauvagerie des indigènes? Evidemment non. Il suivait avec anxiété les progrès d'un élément nouveau qui aurait enlacé promptement dans ses bras l'Amérique méridionale tout entière.

(Le Moniteur Universel.)
(Continuera.)

Dans une instructive brochure que vient de publier, sur les affaires de la Plata, M. Eugène Guillemot, et qu'il a extraite en partie de sa correspondance pendant sa mission dans l'Amérique du Sud, on trouve la preuve évidente que la légion française de Monte-Video, contrairement aux assertions mille fois répétées, n'a presque rien perdu de sa force numérique depuis le commencement du siège, qu'elle a soutenu avec tant de dévouement, de courage et de gloire.

Cette preuve résulte des tableaux officiels d'entrées et de sortie dans l'hôpital spécialement assigné à la 2e légion de la garde nationale montevidiéenne (légion française).

En 1843, le chiffre des entrées, tant blessés que fiévreux, est de 337: celui des guérisons 253, celui des morts 47.

En 1844, entrées, 629; sorties, 359, morts, 123.

En 1845, entrées, 436; sorties, 389, morts, 63.

En 1846, entrées, 526; sorties, 479, morts, 65.

En 1847, entrées, 629; sorties, 559, morts, 57.

En 1848, entrées, 548; sorties, 523, morts, 45.

L'était nominatif des morts, par suite des blessures parmi les légionnaires français de Monte-Video, est donné par M. Guillemot. Presque tous appartiennent à nos départemens du Midi: le Rhône, les Hautes et Basses-Pyrénées, le Landes, le Gers, la Gironde.

On en compte 25 en 1843, 78 en 1844, 41 en 1845, 44 en 1847, 32 en 1847, 29 en 1848. Total: 249 français, dont le sang injustement versé réclame vengeance.

(J. du Havre.)

MONTEVIDEO.

9 MARS 1850.

LE POUR ET LE CONTRE.

(Suite.)

(2ME ARTICLE.)

Aux argumentations de M. Le Prédour qui suivent ces lignes, nous avons déjà répondu en partie; cependant il est utile de rappeler ici que le nombre de la population française à Montevideo, rapporté dans notre numéro du 29 juillet dernier, n'avait rien d'exagéré, et qu'il n'a d'ailleurs guère diminué depuis, puisqu'il porte le chiffre positif des personnes à 6 293—dont 1883 Légionnaires. Ces nombres étaient très faciles à vérifier officiellement ici, et nous ne comprenons guère qu'au lieu de s'en donner un peu la peine, on ait préféré les diminuer de plus d'un tiers, tandis qu'on a accepté avec tant de facilité, et sans pouvoir le contrôler nullement, un chiffre aussi hypothétique que celui des Français résidant dans l'intérieur sous l'administration du général Oribe. M. l'amiral n'a jamais passé que quelques heures au camp ennemi, il n'a rien vu, il n'a certainement pas eu le temps de voir peut être 30 français, il a donc fallu qu'il s'en rapportât aux chiffres que M. Oribe ou M. Villademoros, son ministre, ont bien voulu lui donner; il nous semble que ceux qui lui ont été fournis à Montevideo, et qu'il pouvait vérifier, méritaient au moins autant de confiance.

Nous ne savons pas par quels partisans des interventions et des expéditions M. l'amiral a entendu dire que tous ceux de nos compatriotes qui ont émigré dans cette contrée sont renfermés dans Montevideo; car pour nous, nous ne l'avons ni entendu dire, ni vu écrit nulle part, et la grande erreur qu'il a prétendu corriger ne gissait probablement pas ailleurs que dans son imagination. Nous avons reproduit assez de fois les réclamations de M. Poucel, ainsi que celles de divers français de l'intérieur, pour qu'on sache à quoi s'en tenir sur ce sujet. Quant au chiffre de 4,000, nous le croyons exagéré de près des trois quarts, —c'est peu de chose il est vrai que M. Le Prédour, n'affirme point: *Je crois, dit-il, qu'il y en a à peu près..* Cela ne suffisait pas, il nous semble, car si on lui eut demandé pourquoi, il n'eût pas eu autre chose à répondre sinon, *c'est parce que M. Villademoros me l'a dit.* C'est une autorité complète et de poids, car c'est le ministre des affaires étrangères du général Oribe. Au Cerrito ce n'est pas comme à Montevideo, il y a une administration, il y a des finances organisées, il y a une autorité qui se fait sentir, il y a un gouvernement enfin; nous comprenons qu'on ait la plus grande foi dans les dires et les allégations de ces Messieurs, ils le méritent bien!

Quand M. Le Prédour a parlé du grand nombre de nos compatriotes qui se sont réfugiés à Buenos Ayres, il aurait dû dire aussi par quels moyens on les a amenés à cette extrémité depuis le mois de juillet 1848; qu'ils ne sont partis que lorsque le manque de travail s'est fait trop sentir, qu'à Buenos Ayres, ils ne se trouvent pas heureux parce qu'ils ne s'y sentent pas en sécurité, que les ouvriers étrangers y sont mal vus et que les salaires ne valent pas ceux qu'on paie à Montevideo. Au reste, cela prouve qu'une chose; c'est que les Français de Montevideo valent beaucoup mieux qu'on a bien voulu le dire, et qu'ils préfèrent de beaucoup le travail au métier des armes qui, à Montevideo, ne leur procure qu'une misérable et chétive existence.

On parle des risques que courraient les Français à Buenos Ayres, en cas de guerre avec Rosas; en vérité, voilà une raison au moins étrange et qui, pour tout gouvernement honnête et civilisé, serait une grave injure. Mais Rosas n'est pas si délicat. Comment, il suffira désormais de menacer ses nationaux pour empêcher la France de les secourir?

A ce compte là, un brigand ne pourrait plus être châtié, à cause du mal qu'il pourrait faire. Cette étrange théorie, qui n'a peut être pas de nom en politique, serait qualifiée de lâcheté dans les relations ordinaires de la vie.

Il y a plus, dans le cas qui nous occupe, c'est que s'il y a beaucoup de Français à Buenos Ayres, la faute en est à nos agents qui les ont poussés et engagés à y aller, et qui ont même payé leurs passages avec les fonds de la France, ainsi que M. le ministre des finances aurait pu le prouver par la comptabilité du consulat. On peut déduire de là—ou qu'en les envoyant à Buenos Ayres on a exposé inconsidérément ces braves gens—ou qu'en les poussant à y aller, on l'a fait dans le dessein prémédité d'arrêter le bras de la France si elle était jamais tenté de le lever contre Rosas.

Ces considérations ont été d'ailleurs présentées officiellement aux agents français de Montevideo en tems opportuns, et ils n'en ont pas tenu compte. Ils marchaient droit à un but, rien n'a pu les en détourner. Il y a bientôt deux ans que nous avons deviné et dévoilé cette nouvelle tactique, qui pourrait bien avoir les conséquences les plus graves. Mais rien n'a pu arrêter le cours des événements, c'était un parti pris.

Il y aurait beaucoup à dire encore sur le moyen que M. Le Prédour a découvert pour obtenir de bons résultats par l'emploi des armes. Nous nous bornerons à répondre qu'en menaçant le ministre d'une seconde Algérie, pour les cas où il se déciderait à agir, on n'a pas eu d'autre but que de l'effrayer ou de le dégoûter de l'envie de recourir à une expédition. Il ne faut qu'avoir assisté aux combats livrés par la ville aux forces d'Oribe, que se rappeler le glorieux fait d'armes de SAN ANTONIO, que voir ce que les Etats Unis ont fait au Mexique avec peu de troupes, pour se convaincre qu'un semblable argument ne peut être fondé ni sérieux. Il ressemble en cela à la plupart de ceux présentés par M. l'amiral, et que nous soumettons à l'appréciation de nos lecteurs.

LE POUR ET LE CONTRE.

—« Nos français surtout affectionnent le séjour de la République Orientale. Il y en avait plus de milliers dans ce petit pays que de centaines dans l'immense République Argentine. »

DEFFAUDIS. Questions diplomatiques.

—Les causes qui font préférer aux français l'Etat Oriental à la Confédération Argentine, sont très nombreuses, elles se trouvent dans la douceur des lois de l'Etat Oriental et la liberté dont les étrangers y ont joui, tandis qu'à Buenos Ayres, et surtout dans l'intérieur, tout y est précaire et soumis à la volonté absolue d'un tyran. — Dans le système monétaire, car les étrangers n'ont pas grande confiance dans le papier monnaie de Buenos Ayres qui est sujet aux fluctuations les plus grandes.—Dans la facilité avec laquelle les étrangers peuvent travailler et acquérir des propriétés dans l'intérieur de l'Etat Oriental, tandis qu'il est très difficile, peu lucratif et dangereux pour les étrangers de travailler et d'acquérir des propriétés dans l'intérieur de la Confédération Argentine, avec le système de Rosas.

—Pour ce qui est de la prospérité du commerce à Buenos Ayres, tous les commerçants peuvent répondre à M. Le Prédour par l'exhibition de comptes qui présentent des pertes très considérables, et tous nos armateurs par les chiffres suivants; de 1847 à 1848, Buenos Ayres étant bloqué, les navires français ont chargé à Montevideo aux prix de 100 à 180 fr. le tonneau. De 1848 à 1850, Montevideo, étant bloqué, les navires français ont chargé à Buenos Ayres aux prix de 110 à 50 fr. le tonneau.

(Il s'agit ici de tonneaux de cuirs secs.)

—M. Lerochejaquelein: —« Maintenant, ce serait donc la guerre? Eh bien, oui, la guerre! Je préfère cent fois la guerre à une

—Dépêche de M. Le Prédour, du 21 juillet 1849;

« La plupart des journaux qui s'occupent des affaires de la Plata semblent croire que tous ceux de nos nationaux qui ont émigré dans cette contrée sont renfermés dans Montevideo, et ils en concluent qu'en protégeant cette ville, nous soutenons tous les intérêts français sur les bords de la Plata. C'est là une grande erreur que les partisans des interventions et des expéditions ont eu l'art de propager. Mais la vérité est qu'en y comprenant les Légionnaires, le nombre des Français résidant en ce moment à Montevideo s'élève à peine à 4,000. Je crois qu'il y en a à peu près autant répartis dans la Bande Orientale, sous l'administration du général Oribe, et environ 8,000 dans la province de Buenos Ayres. »

—Dépêche de M. Le Prédour, du 24 mars 1849 :

« On ne pouvait sortir honorablement d'une question si fatalement entreprise et dirigée, qu'en envoyant dès le début, 5 à 6,000 hommes de troupes dans la Plata. Mais, à présent, un si grand nombre de nos compatriotes se sont réfugiés à Buenos Ayres, où la reprise du commerce semble leur offrir les chances de réparer les pertes qu'ils ont éprouvées dans la Bande Orientale, qu'il ne serait pas raisonnable de venir porter la guerre dans une des villes les plus florissantes de l'Amérique, pour châtier un despote qui fuirait dans les Pampas, et qu'on ne saurait par qui remplacer. Il m'a toujours semblé que la France pouvait faire un meilleur usage de son argent et de ses soldats. »

—Dépêche de M. Le Prédour, le 21 juillet 1849.

« La paix est autant à désirer pour les malheureux habitants de Montevideo que pour les intérêts de la com-

paix honteuse. Si c'était une guerre d'aventures, je vous dirais de ne pas la faire; mais ici c'est une guerre d'honneur, une guerre d'intérêts, et la preuve, c'est que, depuis 14 ans que vous êtes engagés dans cette question, vous ne trouvez moyen d'en sortir qu'en lui tournant le dos. (Mouvement.) Sous quelque gouvernement que ce soit, quand on dira à la France de reculer, je dirai toujours non, mille fois non, ne reculez pas! (Bravos) Il n'y a pas de moyen terme; une tâche reculée ou la marche en avant. »

Moniteur Universel du 30 décembre.

—Si M. Le Prédour avait seulement ouvert le *British Packet*, journal qui se publie à Buenos Ayres en anglais, il y aurait trouvé la liste complète et exacte des navires se trouvant sur rade, et dont le nombre est bien loin de celui qu'il a cru devoir fixer officiellement. Nous trouvons les nombres suivants :

Date	Navires
Le 5 janvier 1849	114
Le 3 février	156
Le 10 "	164
Le 17 "	177
Le 24 "	178

M. Le Prédour les porte à 250!

Il y a un autre fait très important, que M. Le Prédour n'a jamais cité, et qu'il nous semble que personne n'a pensé à invoquer. — C'est que LE PORT DE MONTEVIDEO EST COMME BLOQUE par les décrets de Rosas qui en interdisent l'entrée à tous les navires qui viennent dans la Plata.

Monsieur le Rédacteur du PATRIOTE FRANÇAIS.

Monsieur,

Un article publié dans votre dernier numéro, et ayant pour titre: LE POUR ET LE CONTRE, contient une appréciation fort juste des erreurs commises par M. l'amiral Le Prédour à l'égard des français en armes à Montevideo. L'auteur de cet article qui paraît appartenir à la partie de la population non armée, présentant sans doute les intentions des légions parce qu'il a compris leur étonnement suivi d'une juste indignation, dit: *Qu'il lui semble que chaque corps armé devra dans une protestation solennelle, refuter les allégations de M. Le Prédour.* Cet honorable concitoyen ne s'est pas trompé, car telle est leur intention. Mais puisqu'il a cru devoir terminer son article par une citation prise dans une lettre adressée par nous à M. l'amiral en réponse à la proclamation que le commandant de l'escadre française nous adressa le 20 mai 1849, les signataires de cette lettre, croient devoir prendre l'initiative pour réfuter en ce qui les concerne les rapports de M. l'amiral.

Le vent était-il donc au mensonge, au point que des hommes ayant un peu de cœur, d'intelligence et de dignité, aient cru devoir abdiquer la mission honorable de défenseurs de leurs compatriotes, pour se faire leurs destructeurs, pour exploiter l'ignorance de ceux-ci, la sottise de ceux-là au profit de quelque odieuse rancune, de quelque impatiente ambition.

Quel esprit présidait à la rédaction d'une phrase comme celle-ci?

—« Les habitants (de Montevideo) voudraient la paix quelle qu'elle fut, tant la misère est grande. Mais ils sont dominés par les soldats qu'entretenant le subsidé de la France, qui, eux sont très satisfaits de leur genre de vie, aiment mieux s'exposer aux périls de la guerre que de reprendre leur travail. (1) »

(1) Rapport de M. l'amiral Le Prédour, 24 septembre 1849.

merce français, mais une paix faite par la voie de la conciliation, et non par l'emploi des armes. Ce dernier moyen ne pourrait produire de bons résultats que dans le cas où nous nous empâtrions de la Bande Orientale pour y créer une seconde Algérie. (Mouvement.) Toute expédition armée qui n'aurait pas ce but là n'occasionnerait que des dépenses aussi considérables qu'inutiles, attendu que le désordre recommencerait après notre départ.

Moniteur Universel, des 30 et 31 décembre 1849.

—Dépêche de M. Le Prédour, du 20 février 1849 :

« La ville de Buenos Ayres est en ce moment dans une prospérité extraordinaire. Le général Rosas est parvenu à y concentrer tout le commerce de la Plata, ce qui a été le but constant de ses efforts; il n'y a pas aujourd'hui moins de 250 navires en rade. Les étrangers y affluent. . . . nulle part notre commerce et notre excédant de population ne trouveraient autant d'avantage qu'ici. . . . Mais la paix me semble à peu près impossible, persuadé que je suis de l'intérêt qu'il y a pour le général Rosas à maintenir ses troupes dans la Bande Orientale, pour compléter la ruine de ce beau pays et pour compléter par cela même la prospérité dont jouit aujourd'hui Buenos Ayres. »

Moniteur Universel, du 22 décembre 1849.

Cette allégation est basée sur plus d'une erreur, elle renferme deux calomnies :—La première, c'est qu'à aucune époque de ce long siège, la garnison de Montevideo dont nous nous honorons de faire partie, n'a fait sentir son action à la population non armée.

Les propriétés et les personnes des neutres et même de celles de nos ennemis protégées, les droits d'autrui toujours respectés, par la force armée cette faculté incertaine et bornée, qu'on présente comme *indisciplinée* et qui pourtant dans cette circonstance n'a offert aucun de ces exemples de désordres qu'ordinairement elle enfante et traîne à sa suite dans les villes assiégées; tel est le sublime enseignement que présente pendant ces sept années de souffrances, l'histoire des Volontaires Français.

Prétendre le contraire, c'est donner un démenti à toute la population de Montevideo, à laquelle nous en appelons !

La seconde calomnie, c'est celle qui tend à nous présenter sous l'aspect de stupides paresseux, qui préfèrent les périls de la guerre à un travail paisible et lucratif. Voyez plutôt.—Quels sont ces hommes qui se livrent sur le môle aux pénibles travaux du déchargement des navires ? —Des Légionnaires. Les quelques maisons qui ont été bâties depuis le siège, qui les a édifiées ? —Des Légionnaires. Qui donc pave et répare ces rues ? —Des Légionnaires, qui alternativement quittent le fusil pour reprendre l'outil qui les nourrissait avant la guerre. Pénétrez dans ces ateliers de menuisiers, dans ces boutiques de cordonniers, de tailleurs, quels en sont les maîtres, les ouvriers ? toujours des Légionnaires. Et voilà les hommes que l'on désigne comme *ne voulant pas d'autre profession que celle de soldat* ? (2). Ils ont trouvé sur cette terre hospitalière une existence douce, un travail lucratif, et c'est pour conserver cette existence, ce travail menacés, qu'ils se sont armés — *Ajoutez que c'est le gouvernement français qui les a portés à s'armer.* (3) "

Tous les signataires de cette protestation sont ouvriers. tous aspirent après le moment où ils pourront échanger leur épée contre leurs outils, et la meilleure preuve de la vérité de cette assertion, c'est que la plupart se livrent à quelques travaux dans l'intervalle que leur laisse les exigences d'un service qui leur vaut pour toute rétribution, quelques rations à peine suffisantes pour les nourrir, eux et leur famille. Ils n'ont en perspective ni pensions ni croix; mais ils ont la conscience d'un devoir glorieusement accompli.

« Sans l'horrible contrainte qu'une garnison indisciplinée fait peser sur les habitants, il n'y a aucun doute que toute la population irait présenter les clefs au général Oribe et le prier d'entrer..... (4) "

Sans doute que par ces mots; toute la population, on entend ici, parler de quelques agents du général Oribe, qui n'ayant pas le courage d'aller le défendre dans son camp, le servent ici de leurs intrigues, sans que portant la moindre contrainte pèse sur eux, puisque, étant connus, on tolère leur présence au milieu des gens qu'ils hostilisent.—Quant aux indisciplinés; s'il s'en est trouvé par hasard quelques uns parmi les volontaires, M. l'amiral sait mieux que nous d'où ils sortaient.—Ils se sont rendus justice, ils n'étaient pas à leur place.—Ils ont disparu.

Il est encore une allégation contre laquelle nous protestons. C'est celle qui tendait à faire croire au gouvernement de la République Française, que : « la malheureuse ville de Montevideo n'a plus aucun moyen de résistance. (5) » On s'est trompé. Il reste à l'héroïque ville de Montevideo, les mêmes moyens de résistance, qu'opposait aux prussiens Lille en 1792 et le VENGEUR aux anglais. Il reste des français décidés à mourir sur les remparts plutôt que de se rendre, pour épargner à M. l'amiral le désagrément de sentir au mouillage où il est, l'odeur du sang. (6)

Nous protestons contre tous les mensonges diplomatiques, qui n'ont eu qu'un résultat, celui d'accroître les difficultés en les reculant. Mais nous avons confiance dans l'issue des débats de l'Assemblée Nationale. Mais nous sommes tranquilles sur le résultat de ces débats, parce que les honorables représentants qui ont pris notre défense, n'ont en vue que l'honneur, la dignité et l'intérêt de la France. Et si le neveu de l'Empereur reculait devant l'accomplissement de cette tâche, il protesterait lui même contre un nom symbole de gloire et de force qui fut son premier et son plus beau titre, auprès de la nation au 10 décembre. Et nous croyons cela, encore moins possible que le triomphe de nos ennemis.

Suivent les signatures des officiers des Chasseurs Basques signataires de la lettre du 25 mai 1849.

- (2) Rapport de M. l'amiral Le Prédour, 27 mai 1849.
- (3) M. Thiers, Séance du 28 décembre 1849.
- (4) Rapport de M. l'amiral Le Prédour, 9 juin 1849.
- (5) Idem idem idem idem.
- (6) Dépêche de M. le baron Gros, 23 août 1848.

Nous lisons dans le supplément au *Journal du Havre* du 4 Janvier

On assurait hier soir que le ministère avait offert sa démission collective. On a remarqué, pendant tout le cours de la journée, des allées et venues continuelles de l'assemblée nationale au palais de l'Élysée, où un grand nombre des membres de la majorité avaient assisté à ses conférences.

La *Fama* arrivée hier de Buenos Aires a amené plus de cent passagers. La position commerciale y est toujours assez mauvaise, la plupart des ouvriers français (moins les ouvriers de bâtiment) y sont sans ouvrage, et les navires français sans frêt.

Nous avons, ici, sur notre rade, deux navires français provenant de Buenos Aires qui, faute d'emploi, ont relevé de ce dernier port sur lest pour le Brésil.

Tout cela n'indique pas la prospérité luxuriante annoncée par M. Le Prédour.

CHARIVARI.

UN ARGUMENT

QUI NE SENT PAS LA ROSE.

Je suis un invisible corps
Qui de bas lieux tire mon être
Je n'ose faire connaître
Ni qui je suis, ni d'où je sors.
(LE MERCURE GALANT.)

Je ne me permettrai pas de faire des paradoxes et de broyer des couleurs excentriques pour peindre des physiologies que vous avez tous les jours sous les yeux; mais comme je ne veux non plus, vous donner un nom propre en traitant un sujet qui l'est si peu, j'aurai recours au *Daguerréotype*. Vous savez comme moi que l'ingénieur instrument inventé par Daguerre offre des difficultés dans la manière de s'en servir. Souvent après avoir bien travaillé vous trouvez sur la place.....rien. Ou bien un nez allongé comme celui de M. L. P..... lisant le discours de l'amiral Laine, ou bien un œil fermé. Et jamais que je sache, un nez si long qu'il soit et un œil même ouvert n'ont constitué un portrait. Les effets blancs sont donc ce qu'on obtient de mieux au *Daguerréotype*. Voilà pourquoi je lui donne la préférence et si mon blanc n'est pas ressemblant ne vous en prenez pas à moi. Il est vrai qu'un farceur disait l'autre jour que nous sommes dans la saison des raisins et que les blancs commencent à rougir, ce qui annonce une certaine pudeur de leur part.

Ceci établi je vous dirai donc qu'un blanc, de ceux dont parle M. l'amiral Le Prédour dans sa dépêche du 24 septembre 1849 et qui se plaignent d'être dominés, quand ils voudraient que nous puissions l'être par leur ami Oribe, un de ces bons blancs auxquels il importe peu que M. l'amiral sente un jour l'odeur du sang de l'endroit où est mouillé sa frégate, un de ces honnêtes citoyens dont M. Larrabure, l'honnête homme par excellence, a fait le panégyrique me disait : Mais qu'a donc fait le gouverneur Rosas, de si incongru, que la pudeur du *Comercio del Plata* et la franche hardiesse du *Patriote* en ont été absourdis au point d'en rougir et de ne pas trouver d'expression pour faire sentir à leurs lecteurs, tout ce que ce procédé a d'inconvenant ? ce qu'il a fait ? j'avais envie de répondre à cet interlocuteur, comme l'abbé du *Mercur Galant* : Vous ne devinez pas ? non ! C'est un mais le vers expira sur mes lèvres et je me contentai de me livrer à un ironique frémissement d'épaules. Le candide fédéral ne comprit pas tout ce qu'il y avait de mépris dans cette oscillation d'omoplates. Puis je lui tournai le dos et je fis face à un de ces dominateurs dont parle la dépêche sus-citée. Mais mon interlocuteur de derrière ne se trouvant pas satisfait me tapa doucement sur l'*Humerus*, sans se douter qu'en ce moment même cette partie de mon être se permettait de railleuses manifestations à son sujet. Puis avec cette simplesse dont M. de Girardin pare son héros, il me renouvela littéralement la question qu'il m'avait déjà adressée. Je me retournai, et pour le coup, j'eus envie de lui rire au nez, ce qui eut été un million de fois plus honnête que ce que fit le civilisé Rosas à un officier supérieur sans se retourner du tout. Mais en ma qualité de sauvage je me retins, et je fus approuvé par un autre sauvage, le dominateur en question, grand admirateur du *Patriote*. Il me chatouilla ingénieusement le coude et me dit : « ne ris pas ! un éclat de rire peut durer cent lignes dans un journal. Garde ton hilarité pour ton prochain article ; nous en profiterons tous. »

— Eh bien ! soit : traitons la question sérieusement.
— Monsieur vous m'avez demandé, ce qu'a fait Rosas, si je ne me trompe ?
— Vous ne vous trompez pas.

— Tant pis ! un homme de sens, de tact et de bon goût comme vous, cela me fait de la peine, mais je croyais que vous étiez à la hauteur et que vous aviez aussi bien senti que M. Southern.... ce que c'était. Lisez vous le *Patriote* quelquefois ?

— Jamais, monsieur, jamais, ce n'est pas mon opinion.
— Eh bien ! soyez infidèle une fois seulement à une habitude qui vous vaudra l'estime d'Oribe, et demain vous trouverez tout au long dans cette patriotique feuille ma réponse à votre question.

Une promesse est sacrée : Car M. Guizot a dit le contraire et M. de Girardin l'a prouvé. Je réponds aujourd'hui à mon candide interlocuteur et sans faire une foule d'alinéas, j'entre en matière.

Un jour, qui n'est pas éloigné, le *Grand Restaurateur* se promenait dans une des allées de sa villa de Palermo, bras-dessus bras-dessous avec M. Southern; à quelques pas sous le vent (style de marine) venait un autre groupe dont la belle, l'incomparable Manuelita était le plus bel ornement. Le héros du désert était en verve, il était plein.... d'expansion, et il faisait part à son bon ami britannique de ses projets d'avenir : je veux, disait-il, faire éclairer cette avenue par des lanternes jusqu'à Buenos Ayres, afin de prouver que je suis un ami du progrès et des lumières. Je n'ai que des chandelles pour le moment, mais avant peu je vous donnerai du gaz comme dans votre beau pays de la vieille Angleterre.

M. Southern s'extasiait, sur les qualités éminentes du *Grand Restaurateur*, et sur sa sollicitude pour son peuple; mais il crut devoir faire observer à S. E. qu'il craignait bien que la République Française ne vint mettre obstacle à de si grands projets en obligeant sa seigneurie à s'occuper d'objets plus pressants.

— Bah ! répondit le héros, vous croyez que la France osera me menacer ? Eh bien ! dans ce cas, voici comme je répondrai aux canonnades de la France.— Aussitôt il fait une révérence très irrévérencieuse, ou plutôt un écart de tous les principes de la civilité, et :

Un bruit formidable
Règne dans les airs
Sa voix redoutable
Trouble le désert.....

Ainsi que je vous le disais, à quelques pas venait la *Divx Manuelita* et son cavalier, répétant un final d'opéra comique : au bruit de cet accord aussitôt s'engagea le duo suivant :

L'Amoureux.—As tu pus, me croire infidèle ?
La jeune première. Oui, je sens, que j'étais trop cruelle.

ENSEMBLE.

As tu pus,
Oui je sens, etc. etc.

Quant au diplomate britannique, qui sentait toute la force de l'argument, il ne savait quelle contenance faire et pour dissimuler son embarras, il se tourna vers les jeunes gens, les complimenta sur la fraîcheur de leur voix, prétendant que la *prima dona* avait un véritable do de poitrine, mais que pourtant toute son admiration était pour le Père noble qui avait une basse taille formidable, qu'on ne pouvait raisonnablement qualifier de voix de tête.....

Voilà la réponse que j'ai promise à mon blanc pudibond, et il voudra bien convenir que si Rosas, fait fondre des pièces de ce calibre pour répondre aux canons de la France, nos diplomates ne pourront plus dire : qu'il n'est pas coulant.

FLEUR D'ORANGE.

POST-SCRIPTUM.

Comme nous l'avons déjà dit, c'est bien le 7 janvier que l'*Ernest* est parti du Havre. Le capitaine n'a pas voulu tout dire ici, on l'aura peut-être prié de se taire. Mais on de nos abonnés a reçu par la *Fama* une lettre du Havre du 7 janvier dont nous copions textuellement les passages qui se rapportent à nous, sans autre commentaire : ils n'en ont pas besoin :

« La question a pris les proportions les plus hostiles ; le cas de guerre est tellement répété que l'on considère le gouvernement vaincu. La discussion est si orageuse que M. Dupin a donné sa démission de la présidence de l'assemblée. »

« M. Thiers a parlé, M. Berryer pas encore, mais il devait le faire le lendemain. »

« Je crois que la discussion continuera jusqu'au 8 ou au 9 janvier. »

« En somme et sans autre détails Montevideo paraît devoir avoir raison, et c'est littéralement la guerre que l'on paraît vouloir proclamer. »

TEATRO.

Par indisposition, la représentation annoncée pour aujourd'hui dimanche, est remise jusqu'après les fêtes.

A LOUER OU A VENDRE.

Une jolie maison fraîchement décorée, avec deux cours, jardin, citerne, lieux et mirador. S'adresser, rue de Colon, n. 164

Habillements

CONFECTIONNES.

CHEZ M. R. CAPMAS.

Rue 25 Mai, n° 163, à côté de la maison de M. Antonio Montero.

Assortimens variés en habits de drap noir fin; redingotes en drap noir et de couleurs; id. de drap merinos; id. de casimir pour été; pale-tots, d'été en merinos, casimir et autres étoffes; pantalons de casimir noir et de couleurs; id. de drap noir; beaux coupons de casimirs et de dernière mode, gilets de soie; id. de piqué; id. de satin; pantalons de nankin 3 piastres; gilets de nankin à 2 piastres; pantalons en coutil de couleur à 2 piastres; id. id. autres classes à 12 reaux.

LA CONSTITUTION

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Promulguée par l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1848.
Brochure in 32.

Se vend à l'imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos, n. 162.

Avis.

Alfred Fougeu, pharmacien chimiste de la faculté de Paris, a l'honneur de prévenir le public, que pour la saison, il vient de préparer une liqueur sans odeur aucune, et garantie efficace et souveraine, pour la destruction des punaises; qui se délivrera avec son étiquette et sa signature, rue de la Convention, n° 147, au prix de patacon la bouteille, et 1/2 patacon la demi bouteille. Il fabriquera, sur commande, toutes les préparations chimiques et pharmaceutiques, à des prix bien inférieurs à ceux des officines, et se charge de toutes sortes d'analyses.

N. B.—Ne pas confondre le n° 147 de la rue de la Convention, avec la pharmacie du Lion d'Or, située au coin de la même rue.

Hamard, coiffeur, rue du 25 de mai, n. 129 a l'honneur de prévenir les élégans de cette capitale qu'il vient de recevoir un riche assortiment de cravattes de satin, du dernier goût qu'il vendra au plus juste prix.

On Achette

Le 10^{me}. volume de la REVUE INDEPENDANTE publiée à Paris en 1843, à la librairie de D. Jaime Hernandez, rue du 25 Mai.

La noche del día 21, á las 11, han sido robadas varias piezas de ropa de uso, 6 cucharas y 1 cucharon de plata con las iniciales E. C.; el que diese noticia de su paradero, en la calle de los Treinta y Tros, n.º 213, sera generosamente gratificado.

AVIS.

L'ancien tir de pistolet rue de la Brecha est ouvert tous les jours, on y donne des leçons de principes aux amateurs, on y trouve des pistolets de qualité supérieure à simple et double détente.

De la place de la Matriz esquina du Cabil-do on voit l'enseigne

**Avis au Public**

Nouveau procédé pour guérir les cors aux pieds. S'adresser calle del Uruguay, n. 60, depuis 3 heures jusqu'à 5 heures de l'après midi. On ne paye qu'après parfaite guérison.

UNIVERSIDAD DE LA REPUBLICA.

La matrícula para los cursos preparatorios queda abierto desde el 1.º del proximo Marzo. Todo alumno que haya de ganar curso, en la misma Universidad, ó en cualquier otro establecimiento habilitado, deberá presentarse en Secretaria à inscribirse en el curso que corresponde, sin cuyo requisito no podrá ser admitido á exámenes.

Idioma Francés.

Desde hoy ofrezco dar lecciones de este idioma segun los principios de Chantreau y de Halmoniére.

Ocurrase á la casa N° 160 calle de Zavala. ARSÈNE ISABELLE.

H. LAGOUARDERE.**Relieur.**

RUE DES 33 N° 46.

A l'honneur de prévenir le public qu'il vient de rouvrir son établissement de relieur. Les personnes qui voudront l'honorer de leur confiance seront servies avec la même exactitude qu'antérieurement. Il se charge de la confection des livres pour les maisons de commerce et il se charge de faire toute sorte d'ouvrages en carton, il repare aussi les livres de commerce à domicile.

AVIS.

Nous recommandons à l'humanité de nos compatriotes le nommé CARPI, qui a perdu les deux bras par suite d'un accident déplorable et qui, au lieu de se livrer à la mendicité, à mieux aime, quelque pénible que soit ce travail, courir la ville et vendre des chandelles. Nous ne doutons nullement que tous les Français lui donneront la préférence pour leur consommation domestique.

Gants et Cravattes.

Gants de chevreau de couleur pour hommes et pour dames; un riche assortiment de cravattes nouvelles et de parfumerie fine. En vente chez F. Martin, coiffeur, rue du 25 Mai, n. 251, maison du consul italien.

Demande

Un jeune homme de dix-huit ans, qui vient d'arriver de France, ayant une jolie écriture, et sachant très bien calculer, voudrait se placer dans une maison de commerce, ayant déjà travaillé en qualité de commis.

Il donnera de bons renseignements. S'adresser au bureau du PATRIOTE.

On demande.

Une maison spacieuse, ayant citerne et lieux, située dans une des rues voisines du Môle principal.

S'adresser au bureau du « Patriote ».

montrichar.

RUE DU JUNCAL, N° 46.

Arrange les vieux chapeaux qu'il met à neuf, blanchit les chapeaux de paille en toute perfection.

Les ouvrages suivants reliés ou brochés sont en vente à l'imprimerie du Patriote.

Les Pêches Capitaux, — L'Orgueil.

Les Pêches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mystères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mystères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais.

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mystères de Sainte Helène.

Le Sansonnet.

Nous invitons les personnes qui désireraient se procurer le premier ouvrage en entier de la collection des SEPT PÊCHES CAPITAUX, à adresser sans retard leurs demandes à l'imprimerie du journal, où il ne s'en trouve que très peu d'exemplaires.

AVIS.

M. Auguste Chadafau, prévient le public et principalement les cafetiers, qu'il vient d'ouvrir une fabrique de liqueurs et de sirops, dans la rue du 18 Juillet n. 82; il prévient aussi les amateurs de bon goût qu'il a reçu de France, toutes espèces de jus et fruits pour faire toutes sortes de sirops, comme

sirop de limon ou de citron,
idem de vinaigre,
idem de vinaigre framboisé,
idem de groseille,
idem de framboisee,
idem d'orgeat,
idem orangeade,

le tout au prix d'une pataque la bouteille et 8 à 400 reis la douzaine.

On trouvera dans le même établissement toutes sortes de jus de fruits pour faire les gelées et glaces et un grand assortiment de liqueurs et d'eau de vie à un prix très modéré.

DENTISTE.

Napoleon Aubanel, déjà connu à Montevideo, ou il exerce sa profession depuis plusieurs années, a l'honneur d'annoncer à ses habitants qu'il a transféré son domicile dans le logement qu'occupait le defun Frederic Vaniseghen.

On trouve chez lui un grand assortiment de dents naturelles idem de composition dite incorruptibles et tout ce qui concerne sa profession.

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, le trouveront chez lui depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures après midi.—Il se transportera aussi à domicile

Il offre aux indigents ses soins gratuitement depuis midi jusqu'à deux heures.

Rue des Missiones, n° 118.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos, n° 162.